

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Presentation-30876>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Archives campagnes > Campagnes et mobilisations 2004 > Avril-mai 2004 : Tour
de France pour sortir du nucléaire > **Présentation**

17 mai 2004

Présentation

Le tour de France pour sortir du nucléaire parcourt la France pendant quatre semaines du 24 avril au 23 mai 2004. A cette occasion nous relierons différents sites du nucléaire (centrales, sites de retraitement, enfouissement, production d'armement...etc.) et également des sites de production d'énergies renouvelables. Nous comptons, par cette tournée, informer et sensibiliser la population sur les enjeux de la politique nucléaire française et son relancement par la construction du nouveau réacteur EPR.

Les 4000km de cette tournée seront parcourus par une caravane internationale composée par :

- Des membres du réseau français Sortir du nucléaire, qui fédère 688 associations depuis sa fondation en 1997. Le réseau coordonne la tournée et propose de nombreuses informations sur le nucléaire civil et militaire, ainsi que sur les contaminations radioactives
- La compagnie Brut de béton, qui interprète des témoignages de victimes et de responsables de la catastrophe de Tchernobyl dans la pièce Tchernobyl Now, basée sur le livre La Supplication de Svetlana Alexievitch
- L'exposition de photographies de Paul Fusco sur les enfants victimes de Tchernobyl en Biélorussie
- Le collectif hollandais theaterstraat avec un camion-scène d'animation accompagné par des musicien-ne-s et des événements de théâtre de rue organisé par Bries 11 (action-théâtre), et un bus de logistique autonome en électricité
- L'association suisse ADER avec une exposition itinérante sur les énergies renouvelables, la consommation et l'autonomie énergétique
- La cuisine collective mobile de Rampenplan, venue des Pays-Bas, qui propose tous les jours des repas végétariens et biologiques pour un prix modique
- Le collectif hollandais de vidéo indépendante trojan tv, qui réalise des films au fur et à mesure du tour
- Plusieurs autres volontaires dont un sapeur pompier professionnel ancien équipier d'une CMIR (Cellule Mobile d'Intervention Radiologique), un militant anti-nucléaire venu d'Inde, un ancien travailleur du CERN, une journaliste finlandaise représentant l'opposition à la construction d'un EPR en Finlande.

La plupart des animations sont offertes gratuitement dans chacune des 28 étapes du Tour. Les groupes locaux du réseau Sortir du nucléaire organisent l'accueil de la caravane, soutenu par des manifestations ou des conférences. Cette démarche est sans précédent en France, tant par son ampleur que par la dimension culturelle et les propositions d'alternatives qui viennent enrichir la dénonciation des dangers du nucléaire civil et militaire.

L'industrie nucléaire est source de nombreux risques, que ce soit au niveau de l'exploitation des centrales ou à chacune des étapes de l'utilisation du combustible nucléaire, de son extraction à la gestion des déchets produits. La plupart de ces dangers et des enjeux liés au nucléaire sont développés dans la brochure mise en annexe.

Nous nous arrêtons sur les points suivants :

- [Extraction d'uranium](#)
- [Réserves limitées](#)
- [Nucléaire et effet de serre](#)
- [Risques nucléaires](#)
- [Nucléaire civil et militaire](#)
- [Lobby nucléaire](#)
- [Désinformation](#)
- [La question de l'emploi](#)
- [Surproduction d'énergie](#)
- [Incitation à la consommation](#)
- [Consommation et efficacité énergétique](#)
- [Energies renouvelables](#)
- [Autonomie](#)
- [Mobilisations](#)

Extraction d'uranium

Cogema SA produit le combustible pour les centrales nucléaires. Elle exploite l'usine de MOX à Cadarache, l'usine de Melox à Marcoule et possède l'usine de retraitement de la Hague. Depuis la fermeture en 2001 de la dernière mine d'uranium en France (le Bernardan, à Jouac, Haute Vienne), le lobby nucléaire français dépend entièrement de l'uranium provenant de l'étranger. La COGEMA possède de grandes parts dans les compagnies minières de pays tels que le Canada et l'Australie. Au Gabon ou au Niger, elle est même actionnaire majoritaire (resp. 68% de la COMUF, 63% de la SOMAIR).

Cette forme moderne de colonialisme permet l'exploitation d'une main d'œuvre docile car dépourvue de droits et de débouchés. L'extraction d'uranium se fait à ciel ouvert. Le minerai est déversé à l'air libre, l'eau des rivières est directement contaminée et la poussière radioactive dispersée par le vent. Les déchets produits hautement radioactifs restent sur place sans traitement spécifique. Les ouvriers/ères n'ont pratiquement aucun vêtement de protection et sont sous-payé-e-s. D'autre part, la construction des mines a occasionné la destruction et le déplacement de villages entiers, le détournement des rivières et la stérilisation de terres agricoles et de terrains naturels. Toute forme de lutte locale pour le respect des droits des travailleurs/euses est réprimée, alors que la COGEMA fait promotion de sa présence en expliquant qu'elle favorise le développement de ces pays sous la forme de programme d'éducation et de santé. Délocaliser est très effectif dans la logique capitaliste du profit maximal à des coûts minimaux, en se déchargeant des problèmes sociaux et environnementaux.

Réserves limitées

Il n'est pas inutile de rappeler que les réserves d'uranium ne sont pas inépuisables. Au rythme actuel de consommation, il resterait pour moins de 50 ans de réserves d'uranium. On peut le présenter autrement : si aujourd'hui au niveau mondial on doit produire toute l'énergie électrique à partir du nucléaire, toutes les réserves d'uranium seraient épuisées en moins de 3 ans.

[^ Haut de page](#)

Nucléaire et effet de serre

Une centrale nucléaire ne rejette effectivement pas de gaz à effet de serre, mais il faut considérer l'ensemble de l'industrie nucléaire, de l'extraction des minerais jusqu'au démantèlement de la centrale, en passant par le transport et le raffinement du minerai. Toutes ces étapes produisent des gaz à effet de serre. Par exemple au Niger, une centrale électrique au charbon est utilisée pour faire fonctionner la mine d'uranium. Il est donc faux de considérer le nucléaire comme une solution au problème du réchauffement climatique.

[^ Haut de page](#)

Risques nucléaires

On a toujours entendu dire que les centrales nucléaires sont tellement sûres qu'un accident serait impossible. Pourtant ce risque est bien réel. En témoignent les accidents de Tchernobyl en 1986, mais aussi Three Miles Island aux USA en 1979, ou Tokai Mura au Japon en 1999, pour ne parler que des accidents majeurs. En France, l'année dernière, 600 incidents se sont produits dans les centrales nucléaires. Rien que cette année on compte déjà 16 personnes irradiées lors de ce type d'incidents. Même dans des conditions de sécurité dites optimales (ce qui est déjà faux, c.f. La question de l'emploi) l'inattendu peut toujours survenir : erreur humaine, négligence, défaillance technique, vétusté des installations. EDF est en train de procéder à des économies budgétaires en vue de la privatisation du marché de l'électricité décidée pour le 1er juillet 2007, dont on peut craindre les conséquences sur la sécurité des centrales.

[^ Haut de page](#)

Nucléaire civil et militaire

Peu après la 2ème guerre mondiale la France s'est équipée d'un des parcs nucléaires les plus complets du monde dans un silence total au niveau politique et informatif. Pour être indépendante en plutonium, nécessaire à la construction des ogives, la centrale d'enrichissement de Pierrelatte a été construite. Pierrelatte n'a fourni en uranium enrichi les centrales électriques que beaucoup plus tard. Les premiers essais ont été menés en Algérie. Après la guerre d'Algérie la France a dû déplacer les

essais nucléaires dans d'autres colonies, à Mururoa et Fangataufa, deux atolls de la Polynésie Française, loin des regards de l'opinion publique. Les populations locales ont payé un lourd tribut au quelque 200 essais menés sur leur terre : cancers, maladies de la peau, malformations génétiques et contamination des sols.

Toute arme mise au point dans l'histoire a été utilisée, et les armes de destruction massive (ADM) n'ont pas cette appellation par hasard. L'Irak, tout comme l'Iran, ont « acheté » à la France les procédés pour mettre au point leur armement nucléaires. En tant que signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires, il était difficile pour la France de rester crédible au niveau international. Heureusement, face aux nouvelles menaces terroristes, Mme Alliot-Marie, ministre de la défense, peut présenter ouvertement son arsenal comme des ADM « pacifiques ». A Thessalonique en juin 2003, au Conseil européen, les chefs d'Etats et de gouvernements ont donné leur accord à la nouvelle stratégie politique de gestion de conflit. On a abandonné la politique de non-prolifération prônée par le Tribunal Pénal International, pour passer à celle de contre-prolifération, dans une logique de guerre préventive mise au point dans le contexte « post 11 septembre 2001 ». La paix est menacée par « le terrorisme, les Etats voyous et la prolifération des ADM » et nécessite des actions guerrières de prévention des états autoproclamés garants de l'ordre international. Cela légitime entièrement les crédits gigantesques alloués au programme informatique de simulation des tests nucléaires visant : « au perfectionnement des ADM pour garantir leur sécurité et leur efficacité ».

[^ Haut de page](#)

Lobby nucléaire

EDF détient le monopole de la production électrique en France, qui est à près de 80% d'origine nucléaire. EDF gère les 58 centrales du pays. Cette structure centralisée lui donne un pouvoir énorme, que ce soit au niveau des pressions exercées sur la politique énergétique du pays, du contrôle des propositions alternatives, ou de la diffusion de l'information concernant les risques nucléaires.

On peut dénoncer aussi les crédits énormes investis dans la recherche pro nucléaire, et leur quasi absence au niveau des énergies renouvelables, ce qui explique leur faible développement sur le territoire français. Quand on met en avant l'aspect bon marché de l'énergie nucléaire, on masque le coût du démantèlement des centrales et de l'entretien du parc de tombeaux blindés financés sur des milliers d'années par les générations futures.

[^ Haut de page](#)

Désinformation

Le lobby nucléaire s'applique à dissimuler les informations concernant les accidents nucléaires, la contamination déjà existante, et les énormes risques potentiels. Il exerce notamment des pressions sur les médias qui essaie de divulguer des informations indépendantes sur le nucléaire (procès, autocensure après des menaces d'EDF de retirer leur pub des journaux).

Le rôle des scientifiques spécialistes des questions nucléaires est important. Les physicien-ne-s dénonçant les dangers ou les absurdités de l'industrie nucléaire, se trouvent mis à l'écart (carrières brisées, labos dissouts), voire inculpé-e-s pour diffamation (comme André Paris). Des pressions sont exercées pour retirer aux laboratoires indépendants comme la CRII-RAD leur accréditation officielle nécessaire à la publication. L'information indépendante est étouffée et les laboratoires scientifiques

qui jouent le jeu du lobby nucléaire sont mis en avant en tant qu'experts officiels. L'emballage scientifique sert de justification à posteriori à des décisions qui sont prises en fonctions d'intérêts uniquement industriels et politiques dans une logique de profit.

Au niveau des écoles, EDF oriente l'information pédagogique sur l'énergie. Elle propose par exemple des formations aux enseignant-e-s, et des maquettes de présentation de leur cru. Le contenu n'est pas forcément une promotion unique du nucléaire, mais le problème est plus grave. Lorsque des entreprises aux intérêts privés intègrent directement le système éducatif, c'est le caractère démocratique et indépendant de l'enseignement qui est mis en danger. En se faisant expert pédagogique, EDF donne une valeur objective d'information à son point de vue partisan sur la question de l'énergie.

La création d'emploi dans le nucléaire est un faux argument systématiquement mis en avant. Le nombre d'emplois créés par l'industrie nucléaire pour la construction de centrales est égal ou inférieur à celui nécessaire à la construction d'éoliennes. Pour la production électrique, le passage aux énergies renouvelables crée beaucoup plus d'emploi que le maintien d'une politique pro-nucléaire, la mise en pratique allemande montre que 2 à 3 fois plus d'emplois sont créés par le parc éolien.

[^ Haut de page](#)

La question de l'emploi

Créer des emplois n'a pas valeur d'argument, si on ne se soucie ni des conditions de travail, ni du but de la production. EDF s'étend peu sur la santé de ses travailleurs/euses et sur le respect de leurs droits sociaux. Si l'exploitation est flagrante au Niger, elle existe plus subtilement en France. La maintenance des centrales nucléaires françaises est assurée à 80 % par des entreprises sous-traitantes employant majoritairement des intérimaires. Les 15 000 à 20 000 "nomades du nucléaire" supportent plus de 75 % de la dose collective annuelle d'irradiation reçue dans les 58 réacteurs d'EDF. Cette sous-traitance rend difficile le repérage des incidents survenant au cours de ces opérations. Les effets directs de l'irradiation mettent très longtemps à se manifester et les cancers induits n'ont guère de spécificité. La plupart des caisses d'assurance maladie ou des médecins du travail ne reconnaissent pas l'origine professionnelle de l'affection.

Pourquoi une industrie, qui fonde sa crédibilité économique sur un contrôle technique sans faille du risque radioactif, sous-traite-t-elle l'une des fonctions les plus essentielles de ce contrôle, à savoir la maintenance de ses installations ? C'est une stratégie de division sociale du travail, d'une part, et de fractionnement des doses de radioactivité reçues, d'autre part. EDF s'évite au maximum les conflits syndicaux par l'impossibilité d'organisation de ce type de travailleurs/euses et n'a plus à assumer la responsabilité sur la santé des employé-e-s.

On peut s'arrêter sur le rôle de la CGT et son rapport au lobby nucléaire. Pour véritablement défendre les employé-e-s, un syndicat se doit d'être indépendant et se dégager des pressions exercées par le patronat. Or, M. Roussely (PDG EDF) se targue d'avoir acquis la paix du travail suite à un accord passé avec la CGT, et la direction de cette dernière fait pression pour le lancement du nouveau réacteur EPR. Pendant 50 ans, 1% du bénéfice d'EDF finissait dans les caisses de la CGT et des comités d'entreprise...

[^ Haut de page](#)

Surproduction d'énergie

Les centrales produisent du courant dont il faut se débarrasser. En tant que compagnie visant un profit maximal EDF veut vendre le plus possible d'énergie produite par son parc surdimensionné. Le chauffage électrique, qui consomme énormément est donc fortement promotionné. Quant on produit de l'électricité, quel que soit le type de centrale (thermique, nucléaire), on produit aussi de la chaleur. Récupérer cette chaleur pour le chauffage, c'est la cogénération. Le rendement global de cette filière est de 80 à 90 % au lieu des 35% du nucléaire. En France, on produit l'électricité en laissant s'échapper la chaleur, puis on retransforme l'électricité en chaleur. Avec un développement maximal de la cogénération il serait possible d'économiser l'équivalent de 10 à 15 réacteurs nucléaires.

A partir de données EDF, il est possible d'évaluer la surcapacité du parc actuel de réacteurs : La pointe historique de consommation journalière en France est de 80 GWe (GWe = milliard de watt électriques) pour une capacité installée de l'ordre de 115 GWe dont 92 GWe d'origine nucléaire. Avec une réserve de sécurité de 20 % le besoin maximal est de 96 Gwe. Il reste donc quelques 12 réacteurs en surcapacité.

[^ Haut de page](#)

Incitation à la consommation

EDF publie à des millions d'exemplaires une gamme complète de dépliants et autres documents visant avec précisions toutes les « cibles » (Jeunes, couples, propriétaires, entreprises, etc...) pour faire croître la consommation électrique au détriment de l'efficacité énergétique : par exemple les dépliants « Vivrélec » qui promotionnent le chauffage électrique et de nombreuses autres sources de consommation électrique, allant jusqu'à créer de nouveau « besoins ». EDF a également pris ses précautions en amont en signant des accords avec les constructeurs pour imposer Vivrelec dans au moins 80% des maisons neuves.

[^ Haut de page](#)

Consommation et efficacité énergétique

Aujourd'hui la surconsommation la plus débridée côtoie des pénuries criantes : par exemple un-e américain-e consomme 8 tonnes d'équivalent pétrole par an, 40 fois plus qu'un-e habitant-e du Bangladesh. En France la consommation d'électricité est de 7070 kWh par an et par personne contre 22 kWh en Ethiopie. Et 40% de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité. Au milieu du 19ème siècle, la révolution industrielle a provoqué une augmentation brutale de la consommation en énergie. Celle-ci n'a cessé de croître de façon explosive sous l'effet conjoint de l'augmentation du niveau de confort et de la croissance simultanée de la population. Actuellement la demande mondiale d'énergie augmente de 2% par an. Inégalités criantes, croissance non contrôlée de la consommation, augmentation des atteintes à l'environnement, gaspillage de ressources fossiles limitées...l'état des lieux est accablant. Or nous continuons à produire et à consommer toujours plus. Pour envisager des solutions, il nous faut d'une part travailler sur l'efficacité énergétique avec une réflexion sur les besoins réels, et d'autre part remettre en question notre mode de consommation. La

sortie du nucléaire ne se fera pas sans un changement radical de la gestion de l'énergie dans les pays dits « développés ». Le concept d'efficacité énergétique découle du bon sens. Il s'agit de réduire à la source la quantité d'énergie nécessaire pour un même service, mieux utiliser l'énergie à qualité de vie constante. Loin du « retour à la bougie », cette démarche vise à faire la chasse aux watts inutiles par une utilisation plus efficace de l'énergie.

Il faut éviter le chauffage électrique, car il est globalement peu efficace : la conversion de chaleur en électricité, par exemple dans une centrale nucléaire a un rendement limité et induit des pertes importantes. La cogénération, de chaleur et d'électricité, permet une utilisation optimale de l'énergie.

La consommation de produits régionaux économise l'énergie du transport, les aliments de saison demandent moins d'énergie pour la conservation, la vente directe évite les coûts divers liés aux intermédiaires, etc...

L'architecture a un rôle primordial : des bâtiments mal conçus structurent la consommation d'énergie pendant des décennies. L'isolation et l'utilisation optimale des apports solaires peuvent éviter la quasi-totalité des apports extérieurs en chaleur. De plus, l'utilisation des biomatériaux économise l'énergie grise du béton et peut stocker des tonnes de CO2 dans les murs d'une maison !

On appelle énergie grise l'énergie nécessaire à la fabrication d'un objet. En connaissant tout le cycle de vie d'un objet (énergie grise, durée de vie, consommation de fonctionnement, élimination), et en choisissant ceux qui sont réellement économes, on réduit l'énergie induite par sa consommation.

Ce n'est qu'en adoptant cette démarche d'efficacité énergétique que le recours aux alternatives prend son sens et devient véritablement une solution cohérente pour l'avenir. On peut utiliser ce concept comme préalable et marche à suivre indispensable dans la généralisation des énergies renouvelables. La lutte contre le nucléaire fait partie d'une réflexion plus large sur tous les aspects de la vie quotidienne, mais aussi sur ce qui en amont structure notre mode de consommation : une société basée sur la fuite en avant, le profit de quelques uns par l'exploitation inconsidérée des ressources et de la majorité des humains.

[^ Haut de page](#)

Energies renouvelables

On compte de nombreuses filières qui fournissent une énergie non-polluante et sans risque d'épuisement des ressources.

- Biomasse (bois énergie, méthanisation des déchets organiques, biocarburants, biomatériaux)
- Éoliennes (petites sur le continent et grandes offshore)
- Hydraulique (au fil de l'eau, petites retenues, eaux sanitaires, courants marins et marémotrice)
- Géothermie (chaleur du sous-sol)
- Solaire thermique (eau chaude sanitaire, chauffage des locaux)
- Solaire électrique (photovoltaïque, génératrices Stirling, centrales à concentration)

Chacune de ces filières peut remplacer plusieurs centrales nucléaires. C'est en les combinant, et non en développant une seule, que l'on peut produire toute l'énergie nécessaire à la satisfaction des besoins raisonnables de la société. Il ne s'agit pas de recouvrir tout le territoire d'éoliennes géantes...

Autonomie

En plus d'un apport en courant, chaleur ou carburant, le recours aux énergies renouvelables permet de casser la dynamique qui vise à centraliser la production d'énergie, conférant à des monopoles et à un petit nombre de personnes un pouvoir financier et politique énorme. En fonctionnant de manière régionale et en construisant des installations de taille limitée, la mise en place d'alternatives permet de reprendre le contrôle sur sa production et sa propre consommation d'énergie et offre une réelle possibilité d'action, au niveau individuel et collectif.

Mobilisations

Agir n'est pas seulement possible, mais est nécessaire. Il ne faut pas oublier que des mouvements ont plusieurs fois réussi à stopper la construction de sites nucléaires (Kaiseraugst en Suisse, Wackersdorf et Kaulser en Allemagne, Plogoff en France, etc.) Mobilisons-nous contre la construction du prochain EPR par diverses formes d'action qui montrent notre détermination contre les velléités du lobby nucléaire. Soyons créatifs/ves dans notre résistance !

Une grande manifestation de clôture aura lieu le samedi 22 mai à 15h, place de la cathédrale, à Rouen.

Quelques références

M. B. Davis, La France nucléaire matière et sites, WISE- Paris, 2002

Collectif, L'énergie au futur, Editions d'en bas (Lausanne), 1997

Collectif, Energie et climat, ADER (Lausanne), 2002

M. Schneider, Changement climatique et énergie nucléaire, WISE-Paris, 2000

CRIIRAD et A. Paris, Contaminations radioactives : atlas France et Europe, Editions Yves Michel, 2003

T. Salomon et S. Bedel, La maison des [Nega] watts, Terre vivante, 2001

www.sortirdunucleaire.org

www.criirad.org

www.ader.ch

www.wise-paris.org

www.amisdelaterre.org

www.greenpeace.org